

Executive Summary

The COVID-19 pandemic has abruptly interrupted more than two decades of sustained socio-economic progress in Morocco. In 2020 the country will suffer its first recession since mid-1990s, and the economic contraction registered in the second quarter (broadly coinciding with the confinement) is the largest on record. This is the result of the combined supply, demand and external shocks triggered by the pandemic, but also of the effects of adverse weather conditions on agricultural output. The crisis is having a severe impact on jobs and household incomes, generating a spike in unemployment and a deterioration of poverty and vulnerability indicators.

Although the Moroccan economy exhibits some signs of recovery, the situation remains fragile given that epidemiological trends are worse now than they were during the first wave of contagions. Although the economy is still contracting, the last few months have witnessed a partial recovery of mobility indicators, and certain exports have resumed their pre-pandemic expansion. However, after a relatively mild first wave, the number of contagions began to pick up in the aftermath of the confinement, and Morocco is now struggling to flatten the curve and reduce the pressure of COVID-19 on its health system. In this uncertain context, we expect real GDP to contract by 6.3 percent in 2020, and to return to its pre-pandemic level only in 2022.

As in much of the world, the current crisis will lead to a considerable increase in indebtedness. Tax revenues have collapsed, and public spending has been crucial to confront the health emergency and to sustain households' income. This has understandably put an end to the fiscal consolidation efforts of the past few years, and we now project the public deficit to increase to 7.8 percent GDP in 2020 and public debt to reach 76 percent of GDP. The current account deficit is also expected to increase to 6 percent of GDP this year. Despite the severity of the crisis, Morocco is better placed than other emerging economies to weather this storm thanks to the credibility of its macro-fiscal framework, to its relatively large external buffers and to its good access to international financial markets.

The Moroccan authorities have put forward an ambitious recovery strategy. The government intends to mobilize close to 11 percent of GDP in the form of loan guarantees, direct equity injections in Moroccan corporates, and to give a new impulse to infrastructure-related Public-Private-Partnerships. To this end, a new strategic investment fund is being created, and the Central Guarantee Agency is being transformed into a limited company. In addition, various important structural reforms have been announced, including the generalization of health insurance, a revamping of the social protection system around a universalization of family allowances, the streamlining of Morocco's large network of State-Owned Enterprises (SOEs) and a number of measures to especially support the SME sector in the recovery.

The follow-up Enterprise Survey conducted by the World Bank in Morocco after the outbreak, provides new evidence on the large and persistent impact that the COVID-19 pandemic is having on the formal private sector. Among its most relevant results, 6.1 percent of surveyed formal sector firms are reported to have ceased their operations, and as many as 86.9 percent report a fall in sales of, on average, 50.4 percent of their pre-pandemic level. The survey also provides information about the coping strategies of Moroccan enterprises, which includes a growing use of the government's lines of support, a reduction in the number of worked hours (but, comparatively, less lay-offs than in other countries), the use of internal funds to meet cash flow shortages, and increasing business activity online.

Going forward, the current crisis provides a window of opportunity to remove the constraints that in the past have limited the development of a more dynamic private sector. In the short run, using all available policy space to inject liquidity and equity into the private sector is still essential to prevent liquidity problems from turning into a wave of corporate insolvency. With a longer-term perspective, Morocco could stimulate competition and level the playing field for new entrants in goods and services markets, while upgrading its human capital and institutional frameworks. In addition, appropriate industrial policies would help to consolidate Morocco's position as a nearshoring destination for multinational companies and thus to take advantage of the strategic opportunities that could emerge globally in the post- pandemic world.

Résumé Synthétique

La pandémie du COVID-19 a brusquement interrompu plus de deux décennies de progrès socio-économique soutenus au Maroc. En 2020, le pays devrait subir sa première récession depuis les années 1990, et la contraction économique qui a eu lieu au deuxième trimestre (coïncidant largement avec le confinement) est la plus importante jamais enregistrée. C'est le résultat de la combinaison des chocs de l'offre et de la demande et des chocs externes provoqués par la pandémie, mais aussi des effets que des conditions climatiques défavorables ont eu sur la production agricole. La crise a eu un impact sévère sur les emplois et les revenus des ménages, générant le pic du chômage et une détérioration des indicateurs de pauvreté et de vulnérabilité.

Bien que l'économie marocaine montre quelques signes de reprise, la situation reste fragile étant donné la dégradation récente de la situation épidémiologique. Bien que l'économie continue de se contracter, les derniers mois ont connu une reprise partielle des indicateurs de mobilité, et certaines exportations ont repris leur expansion pré- pandémie. Cependant, après une première vague relativement modérée, le nombre de contagions a commencé à augmenter à la suite du déconfinement, et le Maroc a maintenant du mal à aplanir la courbe et réduire la pression du COVID-19 sur son système de santé. Dans ce contexte incertain, une contraction du PIB réel de 6,3 pour cent est prévue en 2020 tandis qu'un retour au niveau préalable à la pandémie ne devrait pas intervenir avant 2022.

Comme dans une grande partie du monde, la crise actuelle entraînera une augmentation considérable de l'endettement. Les recettes fiscales ont chuté et les dépenses publiques ont été cruciales pour faire face à l'urgence sanitaire et soutenir les revenus des ménages. Cela a naturellement mis fin aux efforts d'assainissement budgétaire des dernières années, et nous prévoyons une augmentation du déficit budgétaire à 7,8 pour cent du PIB en 2020 et la dette publique devrait dépasser 76 pour cent du PIB. Le déficit du compte courant devrait également augmenter pour atteindre 6 pour cent du PIB cette année. Malgré la gravité de la crise, le Maroc est mieux placé que d'autres économies émergentes pour résister à cette tempête grâce à la crédibilité de son cadre macro-budgétaire, à ses tampons extérieurs relativement importants et à son accès aisé aux marchés financiers internationaux.

Les autorités marocaines ont mis en place une stratégie de relance ambitieuse. Le gouvernement vise à mobiliser près de 11 pour cent du PIB sous forme de prêts garantis, pour les injecter dans les capitaux des entreprises marocaines et donner une nouvelle impulsion aux partenariats publics-privés liés aux infrastructures. A cet effet, un nouveau fonds d'investissement stratégique est en cours de création et la Caisse Centrale de Garantie se transformera en société anonyme. En outre, diverses réformes structurelles importantes ont été annoncées, notamment la généralisation de l'assurance maladie, une refonte du système de protection sociale autour d'une universalisation des allocations familiales, la

rationalisation du vaste réseau des entreprises publiques et un certain nombre de mesures pour soutenir le secteur des PME dans la reprise.

L'enquête auprès des entreprises menée par la Banque mondiale au Maroc fournit de nouveaux éléments sur l'impact important et persistant de la pandémie du COVID-19 sur le secteur privé formel.

Parmi ses résultats les plus pertinents, 6,1 pour cent des entreprises du secteur formel auraient cessé leurs activités et 86,9 pour cent signalent une baisse des ventes de 50,4 pour cent en moyenne par rapport à leur niveau pré-pandémique. L'enquête fournit également des informations sur les stratégies d'adaptation des entreprises marocaines, qui incluent une utilisation croissante des lignes de soutien du gouvernement, une réduction du nombre d'heures travaillées (mais moins de licenciements en comparaison avec d'autres pays), l'utilisation de fonds internes pour faire face aux pénuries de trésorerie et un accroissement de l'activité du commerce en ligne.

À l'avenir, la crise actuelle ouvre une fenêtre d'opportunité pour éliminer les contraintes qui, dans le passé, ont limité le développement d'un secteur privé plus dynamique. Dans le court terme, l'utilisation de tout espace politique disponible pour injecter des fonds et des capitaux propres dans le secteur privé est toujours indispensable afin d'éviter que les problèmes de liquidité ne se transforment en une vague d'insolvabilité des entreprises. Dans une perspective à plus long terme, le Maroc pourrait stimuler la concurrence et instaurer des conditions équitables pour les nouveaux entrants sur les marchés des biens et services, tout en améliorant son capital humain et ses cadres institutionnels. En outre, les politiques industrielles appropriées contribueraient à consolider la position du Maroc en tant que destination nearshoring pour les entreprises multinationales et ainsi tirer parti des opportunités stratégiques qui pourraient émerger globalement dans le monde post-pandémie.

الملخص التنفيذي

قد أدى وباء كوفيد-19 إلى توقف بشكل مفاجئ لأكثر من عقدين من التقدم الاجتماعي والاقتصادي المستمر في المغرب. في عام ٢٠٢٠، من المتوقع أن تشهد البلاد أول ركود لها منذ منتصف التسعينات، والانكماش الاقتصادي المسجل في الربع الثاني (الذي يتزامن إلى حد كبير مع الحجر الصحي) هو الأكبر على الإطلاق. إن هذا ناتج عن مزيج بين صدمات العرض والطلب والصدمات الخارجية التي سببها الوباء، ولكن أيضاً نتيجة تأثير الظروف المناخية غير المواتية على الإنتاج الزراعي. كان للأزمة تأثير كبير على الوظائف ودخل الأسرة، مما أدى إلى ارتفاع معدل البطالة إلى الذروة وتفاقم مؤشرات الفقر والضعف.

على الرغم من أن الاقتصاد المغربي أظهر بعض بوادر الانتعاش، إلا أن الوضع لا يزال هشاً حيث أن الاتجاهات الوبائية الأخيرة أسوأ مقارنة بالموجة الأولى من العدوى. على الرغم من استمرار الاقتصاد في الانكماش، شهدت الأشهر القليلة الماضية انتعاشاً جزئياً في مؤشرات النقل، واستأنفت بعض الصادرات توسعها قبل انتشار الوباء. ومع ذلك، بعد الموجة الأولى المعتدلة نسبياً، بدأ عدد الإصابات في الازدياد مباشرة بعد رفع تدابير الحجر الصحي، وكافح المغرب الآن لتسوية المنحنى وتقليل ضغط كوفيد-19 على نظامه الصحي. في ظل هذه الخلفية غير المؤكدة، نتوقع أن ينكمش إجمالي الناتج المحلي الحقيقي بنسبة ٦،٣ في المائة في عام ٢٠٢٠ وأن يعود إلى مستويات ما قبل الجائحة حتى عام ٢٠٢٢.

كما هو الحال في كثير من أنحاء العالم، ستؤدي الأزمة الحالية إلى زيادة كبيرة في الديون. انخفضت الإيرادات الضريبية وكان الإنفاق العام حاسماً في معالجة الطوارئ الصحية ودعم دخول الأسر. وقد أنهى هذا جهود ضبط أوضاع المالية العامة في السنوات القليلة الماضية، ونتوقع أن يرتفع عجز الموازنة إلى ٧،٨ في المائة من إجمالي الناتج المحلي في عام ٢٠٢٠، ومن المتوقع أن يتجاوز الدين العام ٦٧ في المائة من إجمالي الناتج المحلي. ومن المتوقع أيضاً أن يرتفع عجز الحساب الجاري إلى ٦ في المائة من إجمالي الناتج المحلي. على الرغم من شدة الأزمة، فإن المغرب في وضع أفضل من الاقتصادات الناشئة الأخرى لمواجهة هذه العاصفة بفضل مصداقية إطاره المالي وآلياته العازلة الخارجية الكبيرة نسبياً وإمكانية الوصول إلى الأسواق المالية الدولية.

أفترحت السلطات المغربية استراتيجية إنعاش طموحة. تعتزم الحكومة تخصيص ما يقرب من ١١ في المائة من الناتج المحلي الإجمالي في شكل قروض مضمونة، وضخ رأس المال المباشر في الشركات المغربية، وتعزيز الشراكة بين القطاعين العام والخاص المرتبطة بالبنية التحتية. ولهذه الغاية، يتم إنشاء صندوق استثمار استراتيجي جديد وتحويل صندوق الضمان المركزي إلى شركة عامة محدودة. بالإضافة إلى ذلك، تم الإعلان عن العديد من الإصلاحات الهيكلية الهامة، بما في ذلك بذل تعميم التأمين الصحي، إصلاح نظام الحماية الاجتماعية حول تعميم التعويضات العائلية، وترشيد الشبكة الواسعة من الشركات العامة المغربية.

تقدم الدراسة الاستقصائية لدى الشركات التي أجراها البنك الدولي في المغرب رؤى جديدة حول التأثير الكبير والمستمر لوباء كوفيد - 19 على القطاع الخاص. من بين أكثر النتائج الأكثر أهمية، ٦، ١ في المائة من الشركات التي شملها الاستطلاع قد توقفت عن العمل و ٨٦، ٩ في المائة أبلغت عن انخفاض بنسبة ٥، ٠، ٤ في المائة في المتوسط في المبيعات مقارنة مع مستوى ما قبل الوباء. يوفر الاستطلاع أيضاً معلومات عن استراتيجيات التكيف للشركات المغربية، والتي تشمل زيادة استخدام خطوط الدعم الحكومية، تقليل عدد ساعات العمل (ولكن عدد تسريح العمال أقل مقارنة بالدول الأخرى)، استخدام الموارد الداخلية للتعامل مع النقص النقدي وزيادة نشاط التجارة الإلكترونية.

في المستقبل، تفتح الأزمة الحالية فرصة لإزالة القيود التي تحد من تنمية قطاع خاص أكثر حيوية. وعلى المدى القصير، لا يزال من الضروري استخدام كل المساحة السياسية المتاحة لضخ السيولة والأسمه في القطاع الخاص لمنع مشاكل السيولة من التحول إلى موجة من إفلاس الشركات. على المدى الطويل، يمكن للمغرب أن يحفز المنافسة ويخلق مجالاً متكافئاً للوافدين الجدد في أسواق السلع والخدمات، مع تحسين رأس المال البشري والأطر المؤسسية. وبالإضافة إلى ذلك، فإن السياسات الصناعية المناسبة تساعد ترسيخ مكانة المغرب كوجهة قريبة للشركات متعددة الجنسيات، وبالتالي الاستفادة من الفرص الاستراتيجية التي يمكن أن تنشأ عالمياً في ما بعد الجائحة.